

Entrevue, Blois, vendredi 14 octobre 2011-10-09 Laurence De Cock et Patricia Legris : 1h30

Eric Till, chargé de mission auprès de l'APHG pour la préparation des Etats Généraux.

L'entretien commence par la question de la suppression de l'histoire-géographie en TS. Eric Till explique que l'APHG a commis une erreur dans la négociation avec le ministère. Convoqués une première fois, ils acceptent de négocier la nouvelle architecture du lycée convaincus qu'ils se feraient « bouffer la laine sur le dos par les économistes et les philosophes ». Les quatre représentants de l'association proposent alors que l'histoire-géographie soit mise en option en TS. Les conseillers du ministère leur proposent une heure, ils réussissent à négocier 2 heures pour la TS. Till admet qu'ils auraient dû claquer la porte dès le départ. Les contingences au niveau ministériel n'étaient que budgétaires. Il évoque également son regret de la diminution des dotations horaires à deux heures en classes de 6^e et 5^e.

Il indique ensuite que seules des signatures d'éminents historiens pouvaient sauver l'affaire. Les 24000 signatures recueillies par la pétition au JDD ont mis en colère Sarkozy, lui a-t-on rapporté, mais ça n'a rien fait.

Ils avaient contacté Henri Guaino qui leur a assuré les soutenir, ainsi que Max Gallo. Guaino, « grand monsieur », « franc tireur », conseiller spécial du président.

Concernant les Etats généraux : pas d'ateliers de contenus ; ça ferait trop. Pas non plus d'accueil d'associations extérieures à l'APHG.

Pourtant l'APHG a besoin de sang neuf, elle a chuté à 6000 adhérents, elle n'est plus vraiment dans une position de force. Il se dit séduit par un projet sur l'histoire nationale mais dit qu'une réflexion sur les contenus risquerait de faire exploser l'association car les dissensions sont fortes sur la question.

Nous lui suggérons que s'il souhaite interpeller les pouvoirs publics en pleine campagne électorale, ce n'est pas avec un atelier sur la pédagogie qu'il va jeter un pavé dans la mare. Il en est conscient mais mise sur la présence de « grands historiens » comme Gallo ou Ferro qui permettront la médiatisation de l'événement.

Il évoque l'idée d'une lettre ouverte aux dirigeants des principaux partis politiques. Au moment de la suppression de la TS, seule Marine Le Pen s'en est émue et a écrit à l'APHG.

Il admet que c'est le combat prioritaire de l'APHG : rétablir l'histoire-géographie obligatoire en TS.

Pour lui, la question des contenus semble secondaire (le programme de 1^{ère} aussi) ; tout est affaire d'heures et de postes et de combats contre les autres associations disciplinaires pour savoir qui va s'arroger les heures d'ECJS ou EE ou Monde contemporain.

Il avoue que la question du roman national lui pose problème. Il est membre du SNALC (seul syndicat à s'être ému lui aussi de la suppression en TS). Nous constatons que les débats autour de l'histoire de l'Afrique lui sont assez étrangers, secondaires. Il évoque à ce moment les doléances d'adhérents de l'APHG dans le Nord qui relaient l'indifférence de leurs élèves à ce nouvel enseignement.

Il propose de nous confier l'atelier sur les enjeux de société lors des EG de janvier 2012 mais refuse de nous présenter comme « collectif aggiornamento » ; nous ne cédon pas. Il évoque

alors la possibilité, dans la foulée des EG, d'une demi-journée où nous serions invitées en tant que collectif, sur l'histoire nationale justement. Il y pense depuis longtemps.

Il nous suggère également plusieurs fois d'adhérer à l'APHG. Il admet néanmoins que peu de jeunes collègues s'engagent au sein de l'association. Il nous semble que sa conception des EG est davantage celle des EG de l'APHG plus que de l'histoire-géographie ouverts aux associations d'enseignants d'histoire et géographie.